

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

Appel d'Offres Ouvert n° 12/CSEFRS/2015

RELATIF

A

L'ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU ET FOURNITURES INFORMATIQUES POUR
LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
-EN DEUX (2) LOTS SEPARES-

REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent Appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.



SOMMAIRE

Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
Article 2: REPARTITION EN LOTS	3
Article 3: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
Article 4: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
Article 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
Article 6: DEMNADE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
Article 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
Article 8: PART DES PETITES ET MOYENS ENTREPRISES NATIOANLES	4
Article 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	4
Article 10: OFFRE FINANCIERE	6
Article 11: PRESENATTION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
Article 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 13: DEPOT DES ECHANTILLONS	7
Article 14: RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 15: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRCIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	8
Article 16: EVALUATION DES ECHANTILLONS	8
Article 17: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES	8
Article 18: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
Article 19: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	9
Article 20: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	9
<i>MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT</i>	12
<i>MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR</i>	13



Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'Appel d'Offres ouvert sur offres de prix n° 12/CSEFRS/2015 ayant pour objet l'acquisition de fournitures de bureau, et fournitures informatiques pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à Avenue Allal El Fassi – Madinat Al Irfane, Al Irfane – Rabat. Il a été établi en vertu des dispositions du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Article 2: REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offre concerne un marché alloti (2 lots).

Article 3: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1934 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation.

Article 4: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

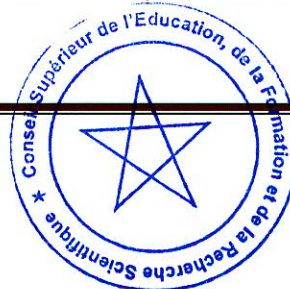
Article 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux du Pôle Ressources du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis au Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 », Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, Rabat, dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site du Conseil (www.csefrs.ma)

Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leurs frais et à leurs risques et périls.



Article 6: DEMNADE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage sis à Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfaane, Rabat.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés de l'Etat.

Article 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité :

- 1) Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le décret précité, les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises.
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- 2) ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Article 8: PART DES PETITES ET MOYENS ENTREPRISES NATIONALES

En application de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 di al hija 1434 (30 octobre 2013) portant application de l'article 156 du décret n°2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales.

Article 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article n° 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

- 1) Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :
 - a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret précité ;

- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant, comme elle prévue à l'alinéa 4 du paragraphe C de l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.
- 2) Pour le concurrent auquel est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret précité :
- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit en nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée déléguant son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;



- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétentes de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A Défaut de délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

3- Pièces complémentaires à produire au dossier administratif prévu par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 au concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché:

- a. L'attestation de CNSS justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;
- b. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires ou actionnaires ;
- c. L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction générale des Impôts.

B. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des fournitures qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé.

C. LE DOSSIER ADDITIF doit comprendre :

- a) Le présent règlement de la consultation signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages.
- b) Le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages.

Article 10: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013),

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- Un acte d'engagement dûment rempli et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) et signé par le concurrent ou son représentant habilité. ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix -détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 27, alinéa à, 3^{ème} paragraphe du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

Article 11: PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offre ;



- L'objet du marché et l'indication du lot concerné ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offre lors de la séance publique d'ouverture des plis».

Ce pli contient deux (02) enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe outre le CPS signé et paraphé, le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique ».
- b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière du concurrent. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

Article 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret du 20 mars 2013, les plis sont aux choix des concurrents soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du Pôle Ressources au Conseil.
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions prévues à l'article 31 du décret précité.

ARTICLE 13: DEPOT DES ECHANTILLONS

Les concurrents sont tenus de présenter un échantillon et un seul pour chaque article, complet et prêt à l'emploi au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis dans l'avis de l'appel d'offres.

Aucun échantillon n'est accepté au-delà de cette date.

Les échantillons sont à déposer au Pôle Ressources du Conseil, sis à au Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 » 2^{ème} étage, Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, Rabat, contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception.

Les échantillons des articles non retenus doivent être récupérés par leurs propriétaires au plus tard dans un délai de trente (30) jours après la date d'ouverture des plis. Passé ce délai, l'administration décline toute responsabilité quant à une éventuelle détérioration de l'échantillon proposé.

A leur réception, les échantillons sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus, en y indiquant le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée.

Conformément à l'article 37 du décret n°2-12-349 précité, l'examen des échantillons sera effectué après examen des pièces du dossier administratif et du dossier technique par la commission d'appel d'offres.

Seuls les échantillons des concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique sont examinés.

Les échantillons de l'attributaire ne lui seront restitués qu'après la réception du marché.

Article 14: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 15: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet conformément à l'article 35, 36 et 37 du décret n°2-12-349 précité.

Cette commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

La meilleure offre sera choisie parmi les concurrents retenus, en tenant compte notamment :

- De la qualité des échantillons présentés ;
- Du montant de l'offre.

Article 16: EVALUATION DES ECHANTILLONS

- Le concurrent est tenu de présenter un échantillon pour chaque article.
- Ces échantillons seront examinés par une commission technique, les travaux de cette commission chargée de l'appréciation de la conformité des échantillons présentés par les concurrents se dérouleront conformément à l'article 37 du décret n°2-12-349 précité.
- Seules les fournitures jugées de bonne qualité seront acceptées. Les échantillons de mauvaise qualité seront déclarés non-conformes.
- La commission déclare non conforme les articles :
 - présentant des défauts de fabrication ;
 - qui ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
 - qui ne répond pas aux normes requises ;
 - qui sont de qualité inférieure ;
 - qui n'ont pas de marque déposée où qui ont des spécifications inconnues.

A la fin de ces travaux, la commission technique établira un rapport de conformité des échantillons.

Article 17: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats ayant été retenus à l'issue de l'examen des échantillons prévu à l'article 15 ci-dessus.

Les offres sont examinées conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n° 2-12-349 précité.

L'offre la plus avantageuse est la moins disante.



Article 18: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai précité, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 19: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

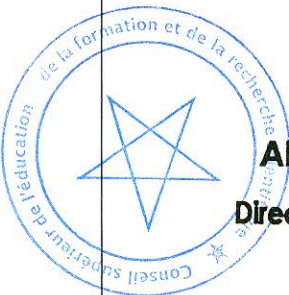
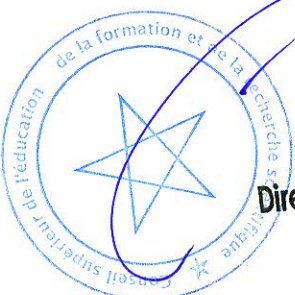
La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé est exprimée en dirham Marocain.

Article 20: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° : 12/CSEFRS/2015

OBJET
ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU ET FOURNITURES INFORMATIQUES
POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
-EN DEUX (2) LOTS SEPARES-

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR :</u></p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"><div style="margin-left: 20px;"><p>Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p></div></div>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR :</u></p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"><div style="margin-left: 20px;"><p>Said RACHEK Directeur du Pôle Ressources</p></div></div>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>SIGNE PAR :</u></p>
<p style="text-align: center;"><u>APPROUVE PAR</u></p> <p style="text-align: center; margin-top: 100px;">Rabat-le</p>	

ANNEXE



ANNEXE N° : 1
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 12/CSEFR/2015 relatif à :

Achat de fournitures de bureau, et fournitures informatiques pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en deux lots :

- Lot 1 : Fournitures de Bureau ;

- Lot 2 : Fournitures informatiques ;

Passé en application des alinéas 2 § 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 §3 de l'article 17 du décret N° 2.12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ;

Adresse du domicile élu : ;

affilié à la CNSS sous le n° : ;

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°

N° de la patente.....

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société) ;

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°

N° de la patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%):..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. :(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N° : 2

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR **DECLARATION SUR L'HONNEUR**

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 12/CSEFR/2015.
- Objet du marché : Achat de fournitures de bureau, et fournitures informatiques pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en deux lots :
- Lot 1 : Fournitures de Bureau ;
- Lot 2 : Fournitures informatiques ;

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu : Affilié à la CNSS sous le n° :
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le N°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour le compte..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affiliée à la CNSS sous le N°
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

Déclare sur l'honneur

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.
3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance ;
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ;
 - que celle - ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
- 5-m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personnes interposées des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6-m'engage à ne pas faire par moi –même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché



7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité

8-Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

9-Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret N° 2.12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

